



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2018-2019

RB/CH

P.V. AEECA 02

**Commission des Affaires étrangères et européennes, de la
Coopération, de l'Immigration et de l'Asile**

Procès-verbal de la réunion du 19 décembre 2018

Ordre du jour :

Retrait britannique de l'Union européenne : préparations au niveau national

*

Présents : M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Stéphanie Empain, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Reding, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Mme Rita Brors, M. Yann Fflammang, de l'Administration parlementaire
Mme Lara Schaeffer, stagiaire auprès de l'Administration parlementaire

Excusés : M. David Wagner

*

Présidence : M. Marc Angel, Président de la Commission

*

Retrait britannique de l'Union européenne : préparations au niveau national

Monsieur le Ministre informe que la procédure de ratification de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni par le Parlement européen et le Parlement britannique sont en cours. Le vote au Parlement britannique a été reporté et aura probablement lieu dans la semaine du 14 janvier 2019.

Le « backstop », instrument pour éviter qu'une frontière physique s'établisse entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, est contesté par une partie des Britanniques, la Grande Bretagne restant dans ce cas membre de l'Union douanière.

Tout comme les autres Etats membres de l'Union européenne, le Luxembourg doit se préparer aux deux cas de figure que représentent un « deal » respectivement un « no deal ». Au niveau ministériel, des évaluations sont faites depuis 2016. La coordination incombe au Comité interministériel de coordination des affaires européennes. Pour évaluer

l'impact du Brexit pour le Luxembourg, la législation nationale et les textes européens doivent être pris en compte.

2000 citoyens luxembourgeois vivent actuellement au Royaume-Uni, dont 1200 étudiants. Un contact régulier avec l'Ambassade luxembourgeoise à Londres et l'Ambassade britannique à Luxembourg est maintenu pour évaluer la situation. Les citoyens européens vivant au Royaume-Uni pourront introduire une demande pour maintenir le statut d'avant le 29 mars 2019 respectivement le 31 décembre 2020. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes est aussi en contact avec l'association des citoyens britanniques vivant au Luxembourg (Britains in Luxembourg, BRIL).

Le gouvernement luxembourgeois veille à ce que l'impact négatif sur les quelque 6000 citoyens britanniques vivant au Luxembourg reste à un minimum. Les effectifs de la direction de l'Immigration seront renforcés pour pouvoir établir dans un espace de temps limité un grand nombre d'autorisations de séjour biométriques. Les citoyens britanniques vivant déjà au Luxembourg avant la date limite du 29 mars 2019 respectivement du 31 décembre 2020 garderont leurs droits actuels, ceci sur la base de la réciprocité avec la Grande-Bretagne qui confère les mêmes droits aux citoyens luxembourgeois vivant au Royaume-Uni. Les citoyens britanniques venant à Luxembourg après la date limite auront le statut de citoyens de pays tiers.

3000 citoyens britanniques travaillent au Luxembourg, dont 500 dans les institutions européennes. Des préparations pour un accord bilatéral entre le Luxembourg et le Royaume-Uni sont en cours pour leur procurer une garantie en matière de sécurité sociale. Une coopération avec les pays du Benelux existe en ce qui concerne la reconnaissance des documents de voyage. Environ 40 citoyens britanniques sont actifs dans l'enseignement luxembourgeois. Ils perdront d'office leur statut si aucune mesure législative ne sera prise.

Par ailleurs, il sera nécessaire de légiférer dans le domaine de la reconnaissance des qualifications professionnelles, notamment pour les professions de santé. Une solution au niveau européen serait souhaitable. Quant aux accords aériens, le gouvernement luxembourgeois est en contact avec la Commission européenne pour maintenir les spécificités du Luxembourg. Actuellement, les passagers britanniques arrivant au Luxembourg par un des neuf vols journaliers utilisent le passage automatisé, ce qui ne sera plus possible dès que le Royaume-Uni sera un pays tiers. Une exemption de visa doit alors être négociée.

Le 26 mai 2019 auront lieu les élections européennes. Dans le cas d'un « no deal », les listes électorales doivent être révisées pour éliminer les citoyens britanniques. La situation sera plus complexe dans le cas d'un report de la date limite, les élus britanniques perdant alors leur mandat dès la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne.

Quant à l'économie, le transport aérien et la production laitière sont particulièrement concernés, le Luxembourg exportant 40% de sa production laitière au Royaume-Uni. Côté régulation, le secteur des satellites est touché. Dans le domaine de la fiscalité, il ne sera probablement pas nécessaire de légiférer. Selon des experts de l'OCDE, le Royaume-Uni devra continuer à respecter les règles du BEPS. Dans le domaine financier, des sociétés de réassurance se sont déjà déplacées. Le gouvernement luxembourgeois ne prend pas de mesures spéciales pour attirer des sociétés, mais la place financière luxembourgeoise est intéressante pour des sociétés désirant garder le « passeport européen ». Côté douanes, il est estimé que 230.000 réglementations doivent être établis pour des importations et exportations, une déclaration étant nécessaire pour chaque bien dont le prix dépasse 22 euros. Par ailleurs, certaines sociétés pourraient choisir le Luxembourg comme pays d'entrée des biens à l'Union européenne, ce qui augmentera considérablement les besoins en personnel de l'Administration des douanes.

Une communication coordonnée au niveau européen sera nécessaire au sujet des répercussions du Brexit. La Commission européenne publiera, à ce jour, une communication sur ses préparatifs pour le cas d'un « no deal » (cf. le communiqué de presse y afférent annexé au présent procès-verbal). L'Union européenne ne modifiera plus la substance de l'accord de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Il semble de plus en plus probable que l'UE-27 doit se préparer à un scénario « no deal ». Monsieur le Ministre est d'avis qu'en matière de législation, il faudra en premier lieu suivre les initiatives européennes. L'article 32.4 de la Constitution luxembourgeoise prévoit des procédures d'urgence. Le gouvernement n'envisage d'utiliser ce moyen qu'en cas de stricte nécessité pour des situations imprévisibles.

Débat

Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

Il s'avère qu'un avant-projet de loi est déjà en préparation pour régler la situation des citoyens britanniques vivant au Luxembourg.

La prolongation du délai prévu dans l'article 50 du Traité nécessite l'unanimité au sein de l'UE-27.

Plusieurs Etats membres de l'UE sont déjà en train de modifier leur législation pour le cas d'un « no deal ». Un représentant du groupe politique CSV est d'avis que ceci est nécessaire pour assurer la sécurité des contrats, ainsi que dans les domaines de la fiscalité, des transactions de devises et de l'industrie des fonds. Monsieur le Ministre répond que, depuis septembre 2016, les Ministères se préparent au Brexit et analysent la législation respective pour détecter les besoins de modification. En principe, les domaines de sécurité des contrats, de clearing, de transactions et de fiscalité sont couverts par des initiatives législatives européennes.

La situation des étudiants en Grande-Bretagne restera inchangée pour tous ceux qui s'y installent avant le 31 décembre 2020, sauf en ce qui concerne les frais d'inscription aux universités.

Les droits des citoyens seront adaptés selon le principe de réciprocité, les mêmes règles étant mises en vigueur pour les citoyens britanniques dans l'Union européenne et les citoyens européens en Grande-Bretagne.

Au niveau européen, des séminaires sont organisés pour faciliter l'adaptation des législations en matière de sécurité sociale.

Une grande partie des médicaments sur le marché européen ont poursuivi la procédure d'autorisation en Grande-Bretagne. La Commission européenne élaborera des propositions à ce sujet.

Même dans le cas d'un « no deal », la Grande-Bretagne a intérêt à trouver des solutions pour les droits des citoyens, le trafic aérien (y inclus le « Fifth Sky ») et les finances.

L'Espace économique européen (EEE) auquel ont adhéré la Norvège, l'Islande, Liechtenstein et la Suisse, comprend des avantages et des devoirs. Une adhésion de la Grande Bretagne après le Brexit serait envisageable. Il ne s'agit pourtant pas d'une solution de substitution du Brexit, le laps de temps restant pour adhérer à l'EEE n'étant pas suffisant.

En matière de migration, la Grande-Bretagne n'a pas participé aux mesures de relocalisation, mais a misé uniquement sur le « resettlement » donnant plus de possibilités d'influencer le choix des migrants accueillis dans le pays. Un grand nombre de migrants cherchent à gagner le territoire britannique par des moyens illégaux. La Grande-Bretagne a accueilli des travailleurs originaires d'Etats membres de l'Union européenne pendant une décennie pour des raisons économiques, mais la situation a changé. L'immigration de travailleurs est un des points sensibles qui ont poussé des électeurs britanniques à se prononcer pour la sortie de l'Union européenne.

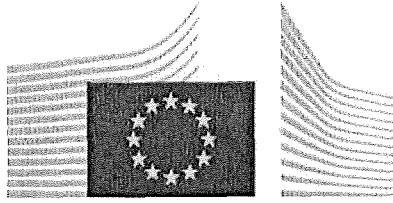
L'impact du Brexit sur les pays du Benelux est particulièrement important. Ce sujet a déjà été discuté au sein du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux.

Le scénario d'un deuxième référendum en Grande-Bretagne n'est pas envisageable sans que le Parlement britannique ait pris une décision allant dans ce sens.

Luxembourg, le 19 décembre 2019

La Secrétaire-administratrice,
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères
et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et
de l'Asile,
Marc Angel



EUROPEAN COMMISSION

PRESS RELEASE

Brussels, 19 December 2018

Brexit: European Commission implements “no-deal” Contingency Action Plan in specific sectors

The United Kingdom will leave the European Union in 100 days’ time. Given the continued uncertainty in the UK surrounding the ratification of the Withdrawal Agreement, as agreed between the EU and the UK on 25 November 2018 – and last week’s call by the European Council (Article 50) to intensify preparedness work at all levels and for all outcomes – the European Commission has today started implementing its “no-deal” Contingency Action Plan. This delivers on the Commission’s commitment to adopt all necessary “no-deal” proposals by the end of the year, as outlined in its second preparedness Communication of 13 November 2018.

Today’s package includes 14 measures in a limited number of areas where a “no-deal” scenario would create major disruption for citizens and businesses in the EU27. These areas include financial services, air transport, customs, and climate policy, amongst others.

The Commission considers it essential and urgent to adopt these measures today to ensure that the necessary contingency measures can enter into application on 30 March 2019 in order to limit the most significant damage caused by a “no-deal” scenario in these areas.

These measures will not – and cannot – mitigate the overall impact of a “no-deal” scenario, nor do they in any way compensate for the lack of stakeholder preparedness or replicate the full benefits of EU membership or the terms of any transition period, as provided for in the Withdrawal Agreement. They are limited to specific areas where it is absolutely necessary to protect the vital interests of the EU and where preparedness measures on their own are not sufficient. As a rule, they will be temporary in nature, limited in scope and adopted unilaterally by the EU. They take into account discussions with Member States and are in addition to the preparedness measures that have already been taken, as set out in the two previous preparedness Communications.

The Commission will continue to implement its Contingency Action Plan in the weeks to come and will monitor the need for additional action, as well as continue to support Member States in their preparedness work.

Putting citizens’ rights first: right to stay and social security coordination

The Commission has consistently put citizens first throughout these negotiations and throughout its “no-deal” preparedness and contingency work. Today’s Communication invites Member States to take a generous approach to the rights of UK citizens in the EU, provided that this approach is reciprocated by the UK.

In particular, Member States should take measures to ensure that UK citizens legally residing in the EU on the date of withdrawal will continue to be considered legal residents. Member States should adopt a pragmatic approach to granting temporary

residence status. It is recalled that the Commission has already adopted a proposal for a Regulation which exempts UK nationals from visa requirements, provided that all EU citizens are equally exempt from UK visa requirements.

As regards social security coordination, the Commission considers it necessary that Member States take all possible steps to ensure legal certainty and to protect the rights acquired by EU27 citizens and UK nationals who exercised their right to free movement before 30 March 2019.

Sector-specific regulation

I. Financial services

After a thorough examination of the risks linked to a “no-deal” scenario in the financial sector, the Commission has found that only a limited number of contingency measures is necessary to safeguard financial stability in the EU27.

The Commission has therefore adopted today the following acts:

- A temporary and conditional equivalence decision for a fixed, limited period of 12 months to ensure that there will be no immediate disruption in the central clearing of derivatives.
- A temporary and conditional equivalence decision for a fixed, limited period of 24 months to ensure that there will be no disruption in central depositaries services for EU operators currently using UK operators.
- Two Delegated Regulations facilitating novation, for a fixed period of 12 months, of certain over-the-counter derivatives contracts, where a contract is transferred from a UK to an EU27 counterparty.

II. Transport

The Commission has today adopted two measures that will avoid full interruption of air traffic between the EU and the UK in the event of no deal. These measures will only ensure basic connectivity and in no means replicate the significant advantages of membership of the Single European Sky. This is subject to the UK conferring equivalent rights to EU air carriers, as well as the UK ensuring conditions of fair competition.

- A proposal for a Regulation to ensure temporarily (for 12 months) the provision of certain air services between the UK and the EU.
- A proposal for a Regulation to extend temporarily (for 9 months) the validity of certain aviation safety licences.

The Commission has also adopted a proposal for a Regulation to allow UK operators to temporarily (nine months) carry goods into the EU, provided the UK confers equivalent rights to EU road haulage operators and subject to fair competition conditions.

III. Customs and the export of goods

In a “no-deal” scenario, all relevant EU legislation on the importation and exportation of goods will apply to goods moving between the EU and the UK. The Commission has today adopted the following technical measures:

- A Delegated Regulation to include the seas surrounding the UK in the provisions on time-limits within which entry summary declarations and pre-departure declarations have to be lodged prior to leaving or entering the Union's customs territory.
- A proposal for a Regulation to add the UK to the list of countries for which a general authorisation to export dual use items is valid throughout the EU.

It is essential, however, that Member States take all the necessary steps to be in a position to apply the Union Customs Code and the relevant rules regarding indirect taxation in relation to the United Kingdom.

IV. EU climate policy

The Commission has today adopted the following acts in the area of EU climate legislation in order to ensure that a "no-deal" scenario does not affect the smooth functioning and the environmental integrity of the Emissions Trading System.

- A Commission Decision to suspend temporarily for the UK the free allocation of emissions allowances, auctioning, and the exchange of international credits with effect from 1 January 2019.
- An Implementing Decision to allow an appropriate annual quota allocation to UK companies for accessing the EU27 market (until 31 December 2020).
- An Implementing Regulation to ensure that the reporting by companies differentiates between the EU market and the UK market to allow a correct allocation of quotas in the future.

PEACE Programme

The Commission has today reiterated its commitment to ensuring the current programmes between the border counties of Ireland and Northern Ireland can continue in all scenarios. Given its importance, the Commission has today made a proposal for a Regulation to continue the PEACE programme in Northern Ireland until the end of 2020, in the event of a "no-deal" scenario. As for the period after 2020, the Commission has already proposed as part of its proposals for the next Multi-annual Financial Framework to continue and strengthen cross-border support for peace and reconciliation in the border counties of Ireland and Northern Ireland.

Other

The Commission has also adopted a Delegated Regulation on the listing of the UK in statistics on the balance of payments, international trade in services and foreign direct investment.

Next steps

The Commission calls on the European Parliament and the Council to ensure the adoption of the proposed legislative acts so that they are in force by 29 March 2019. The Commission also highlights to the European Parliament and the Council that it is important for delegated acts to enter into force as rapidly as possible. For Delegated Acts, the normal scrutiny period by the European Parliament and Council is, as a rule,

two to three months (two months for the Delegated Regulation on summary declarations and pre-departure declarations; three months for the Delegated Regulation on the listing of the UK in EU statistics; a maximum of three months for the Delegated Regulations on certain types of contracts, including over-the-counter derivatives. For more information on the minimum timelines for adoption of such legal acts, see [here](#) under Annex 5. Delegated acts can enter into force earlier if the European Parliament and the Council both inform the Commission, before the end of the scrutiny period, that they will not object to the act.

Background

On 14 November 2018, the negotiators of the Commission and the United Kingdom agreed on the terms of the Withdrawal Agreement. On 22 November 2018, the Commission approved the completed Withdrawal Agreement. On 25 November 2018, the European Council (Article 50) endorsed the Withdrawal Agreement and invited the Commission, the European Parliament and the Council to take the necessary steps to ensure that the agreement can enter into force on 30 March 2019 to provide for an orderly withdrawal.

On 5 December 2018, the Commission adopted two proposals for Council decisions on the signature and conclusion of the Withdrawal Agreement. For the Withdrawal Agreement to enter into force the Council must now authorise the signature of the text on behalf of the Union and the European Parliament must then give its consent before being concluded by the Council. The Withdrawal Agreement will have to be ratified by the United Kingdom, in accordance with its own constitutional requirements.

The ratification of the Withdrawal Agreement continues to be the objective and priority of the Commission. As emphasised in the Commission's first Brexit preparedness Communication of 19 July 2018, irrespective of the scenario envisaged, the United Kingdom's choice to leave the European Union will cause significant disruption.

Stakeholders, as well as national and EU authorities, therefore need to prepare for two possible main scenarios:

- If the Withdrawal Agreement is ratified before 30 March 2019, EU law will cease to apply to and in the UK on 1 January 2021, i.e. after a transition period of 21 months.
- If the Withdrawal Agreement is not ratified before 30 March 2019, there will be no transition period and EU law will cease to apply to and in the UK as of 30 March 2019. This is referred to as the "no-deal" or "cliff-edge" scenario.

Over the past year, the Commission has published 78 sector-specific preparedness notices to inform the public about the consequences of the UK's withdrawal in the absence of any Withdrawal Agreement. These are available in all official EU languages. The Commission has also held technical discussions with the EU27 Member States both on general issues of preparedness and on specific sectorial, legal and administrative preparedness steps. The slides used in these technical seminars are available [online](#).

For more information:

[Text of the Communication](#)

[Collection page of texts adopted today](#)

Questions and Answers on today's Communication

The European Commission's Brexit Preparedness website (incl. "Brexit preparedness notices")

Preparedness slides